

Paul Vignaux aux États-Unis, le syndicalisme et la France Libre

Quand Paul Vignaux arrive de Toulouse à New York, en août 1941, grâce à l'aide de Jacques Maritain, pour enseigner à l'université Notre-Dame, dans l'Indiana, il a 37 ans. C'est déjà une personnalité qui compte¹. Normalien, spécialiste des théologies et philosophies franciscaines, investi dans la formation syndicale de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), il a créé en 1937 le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN), aux références laïques. Il a tissé des relations avec la CGT comme dans le syndicalisme international chrétien et à l'Organisation internationale du Travail (OIT). Réfugié à Toulouse en juin 1940, il a contribué à lancer la résistance dans les milieux syndicaux chrétiens de la zone non occupée, et ce en liaison avec la CGT, dans l'esprit du *Manifeste des Douze* syndicalistes CGT et CFTC.

I – Le projet de Vignaux et sa mise en place face à la France Libre

1. En venant aux États-Unis, sous couverture d'enseignement, son projet politique est de constituer un pôle américain au service de la Résistance intérieure du mouvement ouvrier, syndical et socialiste.

Son choix est stratégique : il estime que, sans les États-Unis, la victoire sur le nazisme n'est pas possible. Il veut peser donc en faveur de leur entrée en guerre, en informant gouvernants et opinion des réalités de la situation française et, dans la foulée, s'appuyer sur leur puissance. Car son choix est aussi militant : pour Paul Vignaux, le mouvement ouvrier en France est un acteur fondamental de rassemblement pour la libération et la reconstruction ; pour se développer, il a besoin d'une aide extérieure désintéressée, celle de la solidarité du syndicalisme américain. C'est à cette tâche qu'il veut se consacrer.

À Toulouse, avec l'aide de la CGT, il a préparé des contacts syndicaux américains : Léon Jouhaux le recommande à William Green, de l'American Federation of Labour (AFL), la principale confédération syndicale américaine ; Julien Forgues, le secrétaire de l'Union départementale CGT de la Haute-Garonne, en fait de même avec Luigi Antonini, de la puissante Union internationale des travailleurs du vêtement de dames (ILGWU) et avec le comité juif ouvrier, le Jewish Labor Committee (JLC). Aussi, dès son arrivée peut-il présenter aux syndicalistes américains un état de la résistance syndicale française, avec un programme d'action.

2. Un duo intellectuel-ouvrier : l'arrivée de Joseph Botton, venant de Londres avec Henri Hauck, est un événement-clé pour comprendre le positionnement initial de Vignaux à l'égard de la France Libre.

Paul Vignaux, syndicaliste aux États-Unis, est inséparable de Joseph Botton. Cet électricien,

¹ Outre les dossiers des archives familiales et CFDT de Paul Vignaux, cette contribution s'appuie sur les archives américaines de l'OSS RG 226, à Washington, celles d'Alexis Léger, à la Fondation Saint-John Perse, et celles de Jean Brodier, au BIT à Genève. Voir aussi : Jean Lecuir et Frank Georgi, « Paul Vignaux » dans *le Dictionnaire biographique mouvement ouvrier de 1940 à mai 1968*, tome 12, pp. 324-328 ; Jean Lecuir, « Paul Vignaux à Toulouse : les débuts de la résistance syndicale chrétienne en zone non-occupée (juin 1940-juin 1941) », dans Patrick Foissac (éd.), *Vivre et Mourir en temps de guerre de la préhistoire à nos jours*, Fédération historique de Midi-Pyrénées, 2013, pp. 359-379 ; Jean Lecuir, « De philosophia Franciscana. L'esprit franciscain de Paul Vignaux (1920-1930) », *Études Franciscaines*, 2013, fascicule 2, pp. 309-340 ; « Paul Vignaux à Toulouse : résistance spirituelle et politique en zone non-occupée (juin 1940-juin 1941) », dans Olivier Boulnois (dir.), *Paul Vignaux, citoyen et philosophe (1904-1987)*, pp. 51-120.

secrétaire-adjoint de la Fédération de la métallurgie CFTC, est parvenu à Londres en juillet 1941, après une traversée de six jours sur une barque entre Alger et Gibraltar. Placé auprès d'Henri Hauck au commissariat du Travail, il a vu beaucoup de monde, du Centre syndical français et du groupe Jean Jaurès au 2^e bureau, en passant par le général de Gaulle lui-même. Pour Crémieux-Brilhac, il est celui qui, le premier, a eu l'idée des messages personnels par la radio pour informer des proches d'une arrivée saine et sauve.

Paul Vignaux obtient, avec l'aide d'Adrien Tixier, désigné par Pleven comme représentant de la France Libre à Washington, la venue de Joseph Botton comme délégué ouvrier CFTC aux côtés de Henri Hauck, représentant la CGT à la Conférence internationale du Travail, à New York, en novembre 1941. Tixier comme Hauck sont socialistes, critiques de l'entourage de De Gaulle, favorables à une démocratisation de la France Libre contre l'état d'esprit « autoritaire » de l'entourage du Général.

Leurs témoignages de l'époque sur l'état de la France Libre à Londres, comme celui de Joseph Botton, seront déterminants pour Paul Vignaux. Tous deux adresseront en conséquence à leurs correspondants français, le 27 novembre 1941, une note qui, après avoir caractérisé le mouvement de Gaulle comme « un mouvement militaire avec des services politiques », définissait leur position de « collaboration (avec la France Libre) dans l'indépendance : collaboration pour la libération nationale, indépendance pour la tâche complémentaire de libération sociale qui, plus que jamais, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Joseph Botton refuse de retourner à Londres, où on lui demande de signer un engagement militaire : « Comme syndicaliste, j'entendais conserver mon indépendance, ma liberté de jugement », écrira-t-il. Il restera à New York.

Leurs efforts pour faire venir le cégétiste Albert Guigui à Washington ayant échoué, Paul Vignaux et Joseph Botton furent les seuls représentants syndicaux présents dans le milieu syndical américain, représentant de fait la CGT et la CFTC. Ce ne sera qu'en mai 1944 qu'une délégation de la CGT put venir aux États-Unis pour la Conférence du BIT de Philadelphie.

3. Nos deux exilés travaillent à New York pour l'Office of Strategic Services (OSS), et l'Office of War Information (OWI), les deux outils du renseignement opérationnel et de la propagande de guerre créés par Roosevelt.

En mai 1942, Paul Vignaux, qui déprime loin des centres de décision, arrive à se libérer de ses obligations à l'université de Notre-Dame, en rejoignant Botton, déjà engagé à l'OSS et à l'OWI. Leurs relations syndicales sont décisives. Richard Rohman, directeur de la communication de l'Union internationale des travailleurs du vêtement pour dames, lui-même à l'OSS, lui fait rencontrer Allen Dulles qui le recrutera. Cet engagement doit demeurer discret, conviennent les deux hommes : l'enseignement de Vignaux à l'École Libre des Hautes Études et des recherches scientifiques serviront de couverture. Le secret semble avoir été bien gardé.

Ce philosophe-historien-sociologue devient ainsi, pour l'OSS, le principal consultant sur le syndicalisme français et les mouvements français de Résistance. Il rédige plus de 350 notes en trois ans. On apprécie sa culture, la variété de ses relations, sa méthodologie d'historien utilisant des sources diversifiées, la lisibilité de ses notes, distinguant l'énoncé des faits de ses

commentaires, parfois incisifs, et de ses suggestions d'action. Il est d'autant plus écouté qu'on sait ce démocrate loyal envers les États-Unis. Ses interlocuteurs conservent cependant un regard distancié sur sa production, y compris en matière d'appréciation du gaullisme.

4. Notre duo syndical met en œuvre des outils d'action au service du mouvement ouvrier français, avec l'aide des syndicats américains et du Jewish Labor Committee.

Grâce aux apports de Laurent Jeanpierre, d'Emmanuelle Loyer, de Robert Belot et de Catherine Collomp², je me contente ici de rappeler les trois modalités essentielles :

- la publication de *France Speaks*, outil majeur d'information sur la Résistance française pour les milieux syndicaux et dirigeants américains. Ce bulletin ronéotypé sera dénoncé par Jacques Soustelle en octobre 1942 comme une « cinquième colonne mal camouflée en groupement démocratique ».

- les émissions de radio à destination des Français de l'intérieur. Vignaux et Botton ont pu réaliser une cinquantaine d'émissions destinées aux auditeurs appartenant au mouvement ouvrier. Elles étaient conçues comme un soutien psychologique à la Résistance et l'action syndicale contre Vichy et les nazis. Enregistrées en Amérique, elles ont été diffusées par la BBC.

- l'aide financière au mouvement ouvrier clandestin (CGT, CFTC, parti socialiste) : la levée de fonds et leur transmission ont beaucoup occupé nos syndicalistes en exil. Ces fonds provenaient du Jewish Labor Committee et du syndicalisme américain. Au total, trois à quatre millions de francs français de l'époque, montant très modeste en comparaison des chiffres mentionnés pour la Résistance par Robert Belot³. Paul Vignaux soulignera que c'était une aide sans aucune condition, même après les ralliements syndicaux à la France Combattante, en 1943 et 1944. Jean Brodier, pour la CFTC, précisera que c'est le seul financement qui lui soit jamais parvenu.

5. Toute cette activité s'appuie :

- sur un petit groupe : Paul Vignaux réunit, dès son arrivée, un Comité du Mouvement ouvrier français, comprenant des démocrates, des socialistes, des syndicalistes. Il regroupera autour de lui : Albert Grant, journaliste ex-Havas, passé à Reuters, très lié à Léger et au groupe Jean Jaurès ; Jean Rollin, journaliste ex-Havas, passé à Reuters ; Eva Lewinsky, appartenant à ISK⁴, secrétaire à l'International Rescue Committee ; Richard-Jean Longuet, avocat socialiste ; Suzanne Blum, avocate.

- sur des liaisons entre les États-Unis et la France, sûres, indépendantes et durables, même si elles ne sont pas sans aléas.

² Laurent Jeanpierre, « Paul Vignaux, inspirateur de la « Deuxième gauche » : récits d'un exil français aux États-Unis », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 60, octobre-décembre 2000, pp. 48-56 ; Emmanuelle Loyer, *Paris à New York*, Paris, Grasset, 2005 ; Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, Paris, Fayard, 2006 et *Les Secrets de la Résistance*, Paris, Vuibert, 2013 ; Catherine Collomp, *Résister au Nazisme. Le Jewish Labor Committee. New York, 1934-1945*, Paris, CNRS Éditions, 2016, en particulier pp.143-155.

³ Robert Belot, *Les secrets de la Résistance*, Paris, Vuibert, 2013, p. 185. 24 000 francs représente un an de salaire moyen ouvrier.

⁴ Internationale Sozialistische Kampfund, l'Alliance internationale socialiste de combat, petit groupe du socialisme allemand, aux pratiques clandestines depuis l'arrivée au pouvoir des nazis.

À Toulouse, il avait mis au point une liaison par la Suisse pour suivre le développement de la résistance ouvrière : le pivot en est un « Genevois peu ordinaire »⁵, René Bertholet, socialiste et syndicaliste, appartenant à l'ISK comme Eva Lewinsky, sa correspondante aux États-Unis. C'est lui qui assurera les transferts de fonds et d'informations pour Paul Vignaux.

Ainsi des relations demeureront avec le syndicaliste cégétiste Robert Lacoste, avec les CFTC Louis Naillod, à Lyon, et, à Toulouse, Jean Brodier, délégué général clandestin du comité de résistance du syndicalisme chrétien. Citons aussi Jean-Marie Soutou, réfugié à Berne, créateur du bulletin d'information des Mouvements unis de Résistance (MUR), qui fait aussi la liaison avec *Témoignage chrétien*, ou son ami le professeur Henri-Irénée Marrou à Lyon.

Une autre liaison passe par Londres, grâce à un autre intermédiaire, l'anthropologue Eugène Schreider⁶. Réfugié à Toulouse, passager du même transatlantique qui amena Vignaux à New York, celui-ci gagne Londres pour y apporter des informations sur la Résistance, notamment socialiste. Travaillant avec l'équipe française de la BBC, assidu au groupe Jean Jaurès, il est un informateur essentiel de Vignaux sur les milieux syndicalistes et socialistes de Londres, et sur les évolutions de la France Libre et de la Résistance en France. La transmission s'opère par l'ambassade américaine, par le bureau OSS de Londres et par le Journal *France*.

Au-delà des aléas et des délais de transmission, ces liaisons sont suffisamment efficaces et durables pour nous avoir laissé quelques beaux restes dans les archives.

Tout un dispositif est donc mis en place pour aider au développement autonome de la résistance syndicale intérieure, que Paul Vignaux et Joseph Botton imaginent demain au cœur de la reconstruction d'une France libérée.

II – Les secousses issues de la France Libre (mars 1942-juin 1943)

Ces espoirs vont être percutés par deux secousses successives : le ralliement des mouvements de Résistance (syndicalistes compris) à la France Libre ; puis la venue à Londres de délégués syndicaux mandatés par les confédérations CGT et CFTC.

Sollicité alors de rallier la France Combattante entre mars 1942 et juin 1943, notre duo syndical va refuser, demeurant sur sa position initiale de retrait. Cela mérite un examen détaillé.

1. La première secousse est la déclaration du général de Gaulle aux mouvements de la Résistance du 28 avril 1942, remise au syndicaliste CGT Christian Pineau, membre de Libération Nord, et les ralliements qu'elle entraîne.

D'abord, Paul Vignaux et Joseph Botton refusent de croire que la résistance syndicale ait pu s'engager ainsi au bénéfice d'une personne, le général de Gaulle, considérée comme figure politique centrale. Leur référence demeure le *Manifeste des Douze* de novembre 1940, rédigé par des dirigeants syndicalistes CGT et CFDT, à la tonalité démocratique.

⁵ Philippe Adant, *René Bertholet : Parcours d'un Genevois peu ordinaire, de la lutte contre les nazis à la réforme agraire au Brésil*, Lausanne-Paris, Fondation pour le progrès de l'homme, 1995.

⁶ 38 ans, socialiste, fils du maire de Saint-Petersbourg à l'avènement de la République en 1917, exilé en Italie et en Europe centrale, avant de s'installer à Paris. Il a tenu la rubrique scientifique dans *La Lumière*, il connaît donc à Londres Georges Boris et Georges Gombault.

Dès la fin mars 1942, des personnalités de Londres tentent, dans une offensive coordonnée, d'obtenir le ralliement à la France Libre de Paul Vignaux et de Joseph Botton.

Ces interventions s'opèrent à travers des entretiens aux États-Unis avec Pierre Mendès France, Simone Weil, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, puis André Philip.

S'y ajoutent des lettres de René Trotobas (normalien comme Paul Vignaux et officier d'ordonnance du général de Gaulle, avec un mot de Maurice Schumann), d'Henri Hauck, de Max Francke (un CFTC auprès de Hauck), de Léon Morandat.

Entre mars et octobre 1942, pour les convaincre, il est fait appel aux relations anciennes, à la flatterie, à la perspective d'avoir une autorité future, comme d'être plus efficace à Londres. À l'OSS, on évoque même des propositions – refusées – de responsabilités pour Paul Vignaux comme commissaire à l'Information ou aux Affaires étrangères. Mais ce sont d'abord des arguments politiques qui sont invoqués. L'énumération en est instructive : la légitimité gouvernementale de l'ancien sous-secrétaire d'État ; la Résistance doit impérativement être unifiée ; les milieux ouvriers et les syndicalistes résistants voient en de Gaulle le gouvernement de la France ; l'évolution démocratique du fonctionnement interne de la France Libre et les garanties données par de Gaulle sur le retour à la démocratie.

Puis viennent des ultimatums : Henri Hauck demande à ses amis de « prendre une attitude en harmonie avec celle de nos organisations en France ». André Philip ajoute que ne pas reconnaître l'autorité de De Gaulle serait une « trahison » de leurs camarades de France.

Pourtant, les intéressés restent silencieux. Ils sont bien décidés à ne se lier à aucun pouvoir de fait, autre que le syndicalisme. Paul Vignaux ne se sent pas concerné par l'accusation de trahison puisque, dit-il, ses amis de la résistance syndicale intérieure lui demandent d'assurer leur financement par d'autres moyens que Londres.

Pourtant, des allusions dans des notes ou dans la correspondance avec Alexis Léger nous livrent leurs réactions sur le vif.

Paul Vignaux peste contre le « romantisme insurrectionnel » de d'Astier de la Vigerie, qui met en danger les militants syndicalistes clandestins. Il dénonce ses diatribes contre l'impérialisme anglo-saxon et son attaque contre les « dissidents de la dissidence qui veulent monter leur petite résistance, indépendante de la France Libre. » Et il conclut : « les agents du Général en France s'efforcent de transformer les organisations de résistance en un mouvement politique unitaire, qui manifeste à l'égard des esprits indépendants là-bas le même *autoritarisme* que nous connaissons à l'étranger. »

Il ne croit pas André Philip lorsqu'il affirme que les organisations syndicales ont conservé leur indépendance traditionnelle.

Mais surtout, il est révolté par l'argumentation de René Trotobas, ce très proche de De Gaulle, en faveur de l'unité de LA (en majuscules) Résistance. « Le diagnostic », pour Vignaux, « est évident : la guerre est pour ces gens une occasion, une chance de constituer un mouvement de soldats politiques. Je ne vois là rien d'anti-fasciste, mais une menace très précise pour la souveraineté réelle et l'esprit vivant du peuple français. »

Son opposition au gaullisme en sort renforcée : Vignaux « refuse tous les généraux qui prétendent assumer une fonction politique », de Gaulle comme Giraud.

Mais le France Combattante, c'est aussi ses amis de la Résistance intérieure : le débat, plus riche, n'en sera pas moins rude.

Il concerne – d'avril 1942 à octobre 1942 – cinq interlocuteurs qui lui sont chers et qui pèsent d'autant plus qu'ils sont restés en France : Pierre Bertaux (le chef du groupe de résistance de Toulouse décimé fin 1941), les CFTC Jean Brodier et Marcel Vanhove, le cégétiste Robert Lacoste, ses amis René Berthollet et Henri-Irénée Marrou, Léon Morandat. Ce débat est davantage documenté, car Paul Vignaux considère comme essentiel d'informer ses amis de la Résistance intérieure de ses analyses, élaborées à partir du poste d'observation américain.

Que lui disent ses amis ?

Pierre Bertaux le met en garde sur ce qui l'attend à son retour en France. Il insiste : « Il faut que tu sois là où on peut encore être entendu [...], il faut saisir "le flux qui mène à la fortune" », citant Shakespeare.

Si René Berthollet « approuve entièrement leur choix de rester aux États-Unis », Pierre Bertaux, Jean Brodier, Marcel Vanhove l'espèrent présent à Londres, ramené par Joseph Botton !

Plus tard, Jean Brodier se fera l'écho du bruit qui court : « Ayant refusé un engagement militaire à Londres, Paul Vignaux serait devenu à Alger « conseiller social d'un général... autre que celui qui nous inspirait confiance », c'est-à-dire Giraud. Et quand le CFLN est installé à Alger, Pierre Bertaux, Jean Brodier et Henri-Irénée Marrou s'étonnent à nouveau que Paul Vignaux et Joseph Botton n'y assurent pas une politique de présence.

Sont tout à fait significatifs du fossé d'incompréhension, ces courts extraits d'une belle et longue lettre de « testament politique » de Jean Brodier, datée du 20 octobre 1942.

Il impute les difficultés entre eux à l'éloignement, créé par « cette catastrophique coupure salée », avant de plaider pour de Gaulle, seul capable de faire l'union dans la période transitoire. Il plaide aussi pour une politique de présence à Londres en ces termes : « Vous laissez, par votre absence à Londres, le champ libre à des gens qui nous sont franchement suspects et dont vous auriez pu contrebalancer l'influence. Je me désespère de voir qu'aucun de nos amis ayant un réel sens politique n'ait pu aider Charles dans sa tâche. [...] Il nous appartient de l'éclairer, de lui faire comprendre que la Classe Ouvrière, qui exige d'être délivrée des politicards de carrière, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne peut pas davantage admettre l'éventualité d'une dictature militaire qui se prolongerait au-delà de la signature de la Paix. [...] Nous demandons, au contraire, comme prix de notre collaboration à la tâche militaire, des engagements de sa part, cette politique n'est-elle pas plus réaliste que celle qui consiste à lui mettre des bâtons dans les roues ? »

Résigné, Brodier conclut quand même : « Continuez à agir, à nous représenter là-bas, en faisant comprendre autour de vous que notre raison d'être, c'est notre indépendance, notre caractère de témoins de la Liberté. Intensifiez votre aide, si elle est parfaitement pure. »

Huit mois plus tard, le vieil ami Marrou lui confirmera que « le gaullisme est plus grand que la personnalité de de Gaulle... qu'il doit être compris comme un immense mouvement populaire », concluant « ni nos amis syndicalistes ni nous ne pouvons comprendre votre absence d'Alger ».

Que retenir des réponses de Paul Vignaux et Botton ?

Outre les thèmes généraux qui les obsèdent, et sur lesquels je reviendrai plus loin, j'ai retenu cette analyse de la structure sociale militaire de la Résistance comme menace pour la démocratie. Je cite :

« Autant j'approuve le mouvement militaire comme tel, autant je crains sa structure et son esprit [...] quand il devient mouvement politique. Et il s'agit bien de structure et d'esprit collectif, non de questions de personnes. Un groupe clandestin a nécessairement une structure tout à fait différente de la structure du mouvement ouvrier en période normale, cette structure autoritaire empêche tout contrôle de la base qui dans ces conditions peut être manœuvrée. Ce danger s'aggrave lorsqu'il s'agit de formations paramilitaires. Principalement dans la France actuelle. À l'armistice, l'effondrement du personnel politique leur permet, comme au « 18 Brumaire », de se poser en représentants de la nation. Les organisations paramilitaires tendent naturellement à maintenir, à consolider cet état de choses après la victoire même. »

La seule manière de résister à cette menace, c'est que, dans la Résistance, se constitue « une force populaire capable par son indépendance et sa conscience de cette situation, d'abord de ne pas se laisser contrôler par les éléments militaires, puis de leur imposer la suprématie de sa volonté politique ».

« La guerre et la victoire même avorteront pour le peuple s'il n'y a pas une force ouvrière rigoureusement autonome, constituée pendant la lutte et capable d'empêcher l'exploitation de la victoire par les mêmes forces qui ont exploité la défaite », écrit-il à Robert Lacoste.

Marqué par ses entretiens avec d'Astier de la Vigerie, Paul Vignaux conseille à Jean Brodier de veiller à préserver la sécurité des militants syndicaux : « De la patience, pas d'émulation héroïque qui privera le mouvement ouvrier de ses cadres. »

Quant à envisager d'aller à Londres ou à Alger, même pour une politique de présence, ils sont intraitables, avec trois arguments :

- « Je l'aurais fait si j'avais pu trouver un mode de présence n'impliquant pas de subordination politique⁷ et permettant de m'appuyer sur vous en France », écrit-il à Marrou.

- « Je ne pouvais pas, je ne devais pas prendre une attitude qui aurait signifié pour vous : ayez politiquement confiance ».

- « Nous avons gardé notre indépendance pour vous aider à garder la vôtre ».

⁷ « C'est pourquoi je n'ai pas pensé à ce fameux voyage qu'on vous a annoncé. Pour vous aider, pour parler et vous représenter, agir pour vous, il m'aurait fallu une liberté incompatible avec l'incorporation, l'engagement au sens strict, militaire, car cela est obligatoire : j'ai fait trop de syndicalisme et j'ai trop d'expérience politique pour me prêter à ce jeu », écrit-il à Jean Brodier le 28/07/1942.

Quelques mois plus tard, il écrira : « Il ne s'agit pas de "malentendu créé par l'éloignement", mais d'une conception différente de la ligne syndicale chrétienne dans la France d'aujourd'hui [...]. Des syndicalistes ne pouvaient prendre la responsabilité d'une politique dont ils n'avaient pas le contrôle ».

En définitive, constatant le désaccord, il conclura : « Notre attitude n'a pas été fondée sur un diagnostic de succès, mais sur un diagnostic de dangers. D'ailleurs ces dangers tôt ou tard deviendront évidents à la masse : elle demandera des comptes aux dirigeants qui ne les auront pas vus. Les événements nous départageront. »

2. La deuxième secousse, plus forte encore, survint au printemps de 1943. Ce fut l'arrivée à Londres de dirigeants syndicaux – Albert Guigui, puis Georges Buisson pour la CGT et Marcel Poimboeuf pour la CFTC.

Ces derniers informent l'OSS de Londres qu'ils sont mandatés par leurs organisations pour soutenir de Gaulle et la France Combattante. Conséquence majeure : le mandat de fait de représentation syndicale assuré par Paul Vignaux et Joseph Botton aux États-Unis perd une grande part de sa consistance.

Leurs relations avec les syndicalistes de La France Libre en témoignent.

Côté CGT, si, avec Georges Buisson, les relations épistolaires sont cordiales, mais superficielles, avec Albert Guigui, plus jeune, les choses sont plus compliquées, d'autant que ce dernier, accusé à tort de sympathies communistes, était interdit d'accès aux États-Unis. Cette ancienne relation toulousaine se sent obligée de justifier longuement des positions prises à Londres au nom de la CGT. Premier argument : c'est une adhésion raisonnée et de circonstance⁸. Deuxième argument : de Gaulle est le commun dénominateur des composantes de la société résistante : « chacune de ces formations trouve les garanties minima contre les empiétements des organisations voisines. [...] Pour les uns, il est la garantie "qu'on n'ira pas trop loin", pour les autres la garantie "qu'on ira assez loin". »

Paul Vignaux ne manque pas de relever que cette position « donne à l'homme [de Gaulle] une position personnelle extrêmement forte », ce qui n'est pas un compliment de sa part. Le souhait, émis par Paul Vignaux, d'échanger des informations et des réflexions sur les problèmes de la Reconstruction demeure sans suite.

L'essentiel – et Albert Guigui le sait – se joue avec Marcel Poimboeuf, représentant de la CFTC auprès du général de Gaulle.

Les relations sont raides et distantes. Paul Vignaux et Joseph Botton le vouvoient, alors que le tutoiement s'impose avec Albert Guigui. Pourtant, ils se sont fréquentés à Lyon. Il est vrai que, comme représentant de la CFTC auprès du général de Gaulle et de la France Combattante, Poimboeuf leur demande abruptement de s'aligner sur sa position.

La réponse, transmise par Eugène Schreider, est une fin de non-recevoir : « Nous travaillons

⁸ Guigui à Vignaux 25/06/1943 : « Tu connais trop bien notre histoire, nos traditions, notre mentalité pour croire un seul instant que nous sommes tombés dans l'idolâtrie – et dans celle d'un général ! Rassure-toi, notre attitude est parfaitement raisonnée, et nous ne nous sommes pas mis un bandeau sur les yeux. Le Général de Gaulle représente un moment de la conscience française en révolte contre la lâcheté, la trahison, la haine sociale ; nous sommes avec lui, aujourd'hui, dans la lutte. »

ici à mettre en ordre l'aide au mouvement ouvrier comme une force indépendante sous des conditions générales d'un réel contrôle démocratique ; nous en restons aux avantages de notre action indépendante et d'une orientation objective sans aucune allégeance personnalisée. »

Marcel Poimboeuf fait alors savoir à Pratt, de l'OSS de Londres, que le comportement de Paul Vignaux et de Joseph Botton ne « représente que leurs sentiments personnels et les implique seuls. »

Les choses n'en restent pas là. Car Vignaux et Botton s'expliquent le 15 juillet 1943, par des « Observations sur la correspondance entre Marcel Poimboeuf et Paul Vignaux et Joseph Botton. »

Répondant point par point, ils rejettent ce qu'on leur demande, c'est-à-dire « un acte politique, intéressant toute la politique intérieure et extérieure, dépassant la guerre, engageant la reconstruction. Et ce n'est pas l'approbation d'un programme, c'est la confiance en un homme. Un homme, un homme seul. Dans une lettre à Joseph Botton du 22 mars 1943, Morandat attribue au Mouvement ouvrier français la formule suivante : "C'est autour de lui et lui seul (De Gaulle) que s'opère le grand rassemblement des forces de reconstruction". -1- Une formule de ce genre se situe en dehors de toute tradition syndicale. Cette tradition qui a été la première force de la résistance ouvrière. -2- ne correspondant pas, dans l'esprit de P[aul] V[ignaux] et de J[oseph] B[otton], "à la certitude" dont bénéficie Poimboeuf. Cependant, l'un et l'autre sont sortis de France avec un préjugé combien favorable [pour de Gaulle et la France Libre]. »

Ils ajoutent qu'« en instaurant une confusion entre responsabilité syndicale et exercice public d'une fonction politique », Poimboeuf est devenu « un outil d'une machine politique visant à contrôler le syndicalisme après l'avoir troublé », alors qu'« il faut et il suffit que les forces populaires aient plus de confiance en elles-mêmes, en la possibilité d'un programme commun ». Aussi continueront-ils, « dans l'ordre syndical, à aider de tout leur pouvoir le syndicalisme français, force indépendante et constructive. »

Dans ces conditions, les ponts sont rompus.

Dès lors une nouvelle période s'ouvre : Vignaux et Botton, désavoués par leur organisation, vont entrer dans une période de marginalisation, alors même que de Gaulle l'emporte à Alger.

Le Comité du Mouvement ouvrier disparaît. *France Speaks* cesse. Les émissions sont interrompues. Les circuits de financement passeront désormais par Londres pour la CGT, maintenant représentée à New York, alors qu'ils se poursuivront par la Suisse pour la CFTC de Jean Brodier, grâce à l'influence personnelle acquise par Paul Vignaux et Joseph Botton auprès du syndicalisme américain.

L'activité de Paul Vignaux devient plus directement politique : il se consacre aux problèmes de la Reconstruction (interne et internationale) et à la manière d'assurer le retour à la démocratie « par le bas » lors de la Libération, alors même qu'il ne fait aucune confiance au CFLN dirigé par de Gaulle. L'application de la loi Tréveneuc de 1872, utilisant les conseils généraux comme source de légitimité, devient la « marotte » de Paul Vignaux, en liaison étroite avec Alexis Léger, dès la fin 1942, plus encore après. Même s'il est contesté sur ce point par l'OSS. Soucieux de vérifier sa faisabilité sur le terrain, il s'engagera, via Eugène Schreider, dans une interrogation ambiguë de Londres sur les élus de l'ancienne zone non

occupée. Ce dernier épisode de ses relations avec la France Libre débouche sur une impasse. Mais il ne s'agit plus de syndicalisme.

III – Le cœur des convictions de Paul Vignaux

Dans ses interventions publiques, Paul Vignaux n'évoque le général de Gaulle que sous l'aspect militaire : ainsi, il se réjouit de la formation du Comité français de la Libération nationale à Alger, « unification des forces françaises destinée à aider les Alliés à libérer le territoire et le peuple de la France continentale ».

Son opposition politique s'exprime dans des propos généraux liés à son analyse des logiques totalitaires. Il s'en explique dans ses réponses à ses amis de la Résistance intérieure et dans deux discours publics, devant l'American Labor Conference le 23 juin 1943⁹ et pour le 14 juillet 1943, devant The School of Education de la New York University. Une série de notes ultérieures, pour la plupart conservées dans les archives familiales, complètent la documentation à ce propos¹⁰. Il y livre le cœur de ses convictions et de ses analyses, au moment où ses relations avec la France Libre sont plus que jamais distantes et conflictuelles.

Certes, à l'instar d'autres antigauillistes, il s'attarde sur les détestables méthodes du BCRA « cagoulard » de Passy, ou sur la confiance aveugle en un de Gaulle, « Prince-Président », qui installe son pouvoir personnel, masque d'un patronat antidémocratique et outil de contrôle de l'opinion, sous couvert du langage de la Démocratie ou de la Révolution. Mais Paul Vignaux n'en reste pas là : s'appuyant sur son expérience américaine, son regard sur Vichy et ses espoirs dans les efforts collectifs de la résistance populaire, il cherche à définir les conditions d'un renouveau démocratique, capable d'éviter tout retour à quelque forme de totalitarisme que ce soit.

Trois registres majeurs s'articulent étroitement. Paul Vignaux voit dans la fin de la III^e République les manœuvres d'une « clique technocratique », assoiffée de pouvoir, qui cherche sa légitimité « non pas vers le bas dans la souveraineté nationale, mais vers le haut dans le pouvoir charismatique "mythique" d'un Chef ». Il craint par-dessus tout que ce système de bureaucratie totalitaire et conformiste survive sous d'autres visages à la Libération, y compris sous la forme d'un nouveau Bonapartisme. D'où la nécessité de lutter à l'avenir « contre toute oligarchie sans responsabilité pratique, qu'elle soit issue de la propriété capitaliste ou de l'autorité de l'État, fût-ce d'un État socialiste ».

Face à ces menaces, Paul Vignaux compte sur les ressources de la Nation, incarnée par la Résistance. Face au gaullisme, il soutient que « *la Nation n'est pas l'État* », pas plus que la République ne s'incarne dans une personne. La Nation, c'est la communauté des citoyens, source de souveraineté nationale et d'institutions de contrôle ; c'est une fédération de forces autonomes, jalouses de leur autonomie, un mouvement pluraliste et libéral contre l'État, une société civile dirions-nous aujourd'hui. La résistance populaire nourrit une République,

⁹ Depuis la fin 1942, il a été appelé par William Green et David Dubinsky à participer à l'American Labor Committee of International Affairs, dont Varian Fry est le secrétaire.

¹⁰ Notamment les « Observations sur la correspondance entre Marcel Poimboeuf et PV et JB » (15/07/1943) ; « Note pour Alexandre Chaulet » (6/10/1943) ; « De Gaulle et le complexe gaulliste » (juin 1944) ; « À nos amis de la résistance chrétienne » (23/08/1944) ; « Pour la Reconstruction syndicale. Quelques idées directrices » (23/09/1944-27/03/1945) ; « Note concernant la politique extérieure de la France spécialement les relations franco-américaines » (30/10/1944) ; « Paul Vignaux et Joseph Botton à Jean Brodier » (1/11/1944) ; « De la Résistance à la Reconstruction du mouvement ouvrier » (texte paru dans *Commonweal*, 15/12/1944) ; « Notes concernant le "nationalisme socialisant" » (1/01/1945) ; « Syndicalisme et politique » (9/09/1945).

démocratie renouvelée, constituée de citoyens qui veulent contrôler les pouvoirs et de responsables qui acceptent de rendre des comptes. Dénonçant la dépendance à l'égard de la Russie et la menace d'un socialisme national qui n'apportera à la masse ni bien-être ni liberté, Paul Vignaux perçoit dans le gaullisme le renforcement d'un « complexe nationaliste » français, source de repliement de la France sur elle-même, alors qu'elle doit s'ouvrir au monde, à l'Atlantique et aux démocraties anglo-saxonnes.

Enfin, si la démocratie se nourrit d'une société civile active, cette dernière a un pilier fondamental : le syndicalisme, organisation des travailleurs, par essence opposé à la personnalisation du pouvoir, et donc pôle de résistance à toutes les formes de totalitarismes et de conformismes. La guerre contre le nazisme est d'ailleurs celle des travailleurs pour la démocratie, condition d'un syndicalisme libre. Car l'indépendance des syndicats est la condition principale du contrôle du travail, comme celle de l'individu est la condition principale du contrôle populaire sur le pouvoir politique. Le mouvement syndical ne doit s'engager sur le plan politique que dans ce qu'il contrôle ou bien demeurer rigoureusement indépendant. Pour cela, le mouvement syndical doit avoir conscience de sa propre force, assise sur une organisation, une analyse, un programme et une politique propres, dont l'objectif est de « développer le contrôle ouvrier par le syndicalisme libre, condition indispensable de la "démocratie industrielle" ». Cette demande de contrôle par le peuple, le mouvement syndical français, une société civile, doit la transposer aux problèmes coloniaux et à la vie économique internationale. La reconstruction du monde exige la régression du nationalisme.

De retour en France, Paul Vignaux n'aura de cesse, dans la CFTC et dans le bulletin des groupes *Reconstruction*, de diffuser ces orientations. Leur cohérence charpentera son action et sa puissance de conviction. C'est ce qui donne à l'antigaullisme de Paul Vignaux une tonalité très originale. Cet apport mérite d'autant moins le mépris et l'oubli qu'il ressurgira dans le demi-siècle qui suivra, au travers d'une CFTC devenant CFDT et dans le mouvement social et politique que l'on dénommera « Deuxième gauche ».

Jean Lecuir
Septembre 2017

Notice biographique

Jean Lecuir, ancien vice-président de l'UNEF, est maître de conférences en histoire retraité. Il a contribué au récent livre *Paul Vignaux, citoyen et philosophe (1904-1987)*, Olivier Boulnois (dir.), Brepols, 2013.